

SOLIDAIRES POUR LA TERRE

Guapinol : solidaires pour la terre et l'eau au Honduras

Des vies en jeu : les défenseuses et défenseurs des droits humains à risque

Partout sur Terre, des défenseuses et défenseurs des droits humains et de l'environnement sont criminalisés, persécutés, emprisonnés, voir même tués. L'organisation [Front Line Defenders](#)¹ rapporte qu'en 2022, un nombre record de 401 personnes ont été assassinées, dont près de la moitié défendaient la terre, l'environnement et les droits autochtones. L'Amérique latine est la région la plus dangereuse pour ces personnes et le Honduras se classe cinquième pire pays au monde.

La protection : un droit public, un devoir de l'État

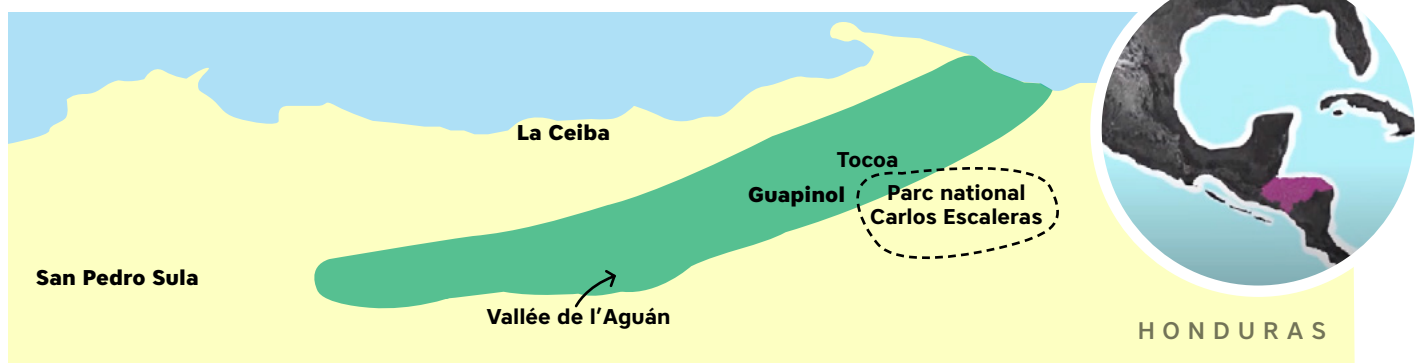
Alors que les États désirent lutter contre les changements climatiques, il est aberrant de constater qu'ils n'offrent pas une meilleure protection et écoute aux personnes qui défendent la Terre, ses ressources, ses forêts et ses eaux. Pourtant, la [Déclaration des Nations Unies sur les défenseurs des droits de l'homme](#) dit que les défenseuses et défenseurs « doivent être appuyés et protégés dans le cadre de leur activité » et que les États ont l'obligation « de protéger, promouvoir et rendre effectifs tous les droits de l'homme »². Fait notable pour notre campagne, le Honduras et le Canada ont tous deux endossé cette déclaration. Malheureusement, la ratification n'équivaut pas nécessairement à sa mise en œuvre.

Le Honduras : un pays au bilan sombre

Depuis 2014, 135 personnes ont été tuées pour avoir défendu leur communauté, leur territoire ou l'environnement et 95 % de ces meurtres demeurent impunis.³ Les peuples autochtones voulant protéger leurs terres ancestrales sont particulièrement vulnérables, rappelons-nous le cas emblématique de Berta Cáceres de la communauté Lenca assassinée le 3 mars 2016.

Un mélange explosif

La vallée de l'Aguán, traversant les départements de Yoro et de Colón dans le nord du Honduras, est le théâtre d'un conflit meurtrier. Les problèmes ont commencé en 1992 avec l'adoption d'une nouvelle loi pour la modernisation et le développement du secteur agricole. Cette loi, qui facilitait la vente de terres aux grandes entreprises agroalimentaires, a entraîné une escalade des conflits fonciers jusque dans les années 2000. Le gouvernement n'a cessé d'accorder de vastes concessions foncières pour des plantations d'huile de palme⁴, chassant les communautés paysannes et autochtones de leurs terres. Le plus grand propriétaire foncier de la région est la Dinant Corporation, fondée par le puissant magnat Miguel Facussé Barjum (décédé en 2015). Le fait que Colón soit également un important corridor de la drogue ne fait qu'ajouter aux problèmes de la région.



¹ [Global Analysis 2022 | Front Line Defenders](#)

² [La Déclaration sur les défenseurs des droits de l'homme | OHCHR](#)

³ [Unos 135 defensores de los derechos humanos han muerto violentamente en Honduras, desde el año 2014 - CONADEH](#)

⁴ [Palm oil, fire pushing protected areas in Honduras to the 'point of no return' \(mongabay.com\)](#)

Le cas Guapinol

Depuis plus de 25 ans, des protectrices et protecteurs de l'environnement se battent pour préserver leur eau et leurs terres dans la région de Guapinol et du secteur San Pedro. Entre 2010 et 2014, plus de 150 paysan-ne-s ont été tués ou portés disparus dans la vallée de l'Aguán.⁵ Les énormes plantations d'huile de palme ont entraîné :

- déforestation et perte de biodiversité;
- pollution par les pesticides et les engrais et assèchement des cours d'eau;
- conflits territoriaux entre communautés locales, peuples autochtones et compagnies;
- perte des moyens de subsistance pour les familles paysannes et les peuples autochtones.

Au détriment des communautés locales, une nouvelle industrie est apparue dans les années 2010. La société *Inversiones Los Pinares* (anciennement Emco Mining)⁶ a installé une mine de fer à ciel ouvert dans le parc national Carlos Escaleras avec un permis accordé de manière irrégulière.⁷ La mine est contrôlée par la famille Facussé qui était déjà impliquée dans des conflits régionaux (propriété de la fille de Miguel, Ana Isabel et de son

mari Lenir Pérez). Dès 2015, les habitant-e-s se sont mobilisé-e-s au sein d'un comité municipal de défense des biens communs et publics pour s'opposer à deux concessions accordées à *Inversiones Los Pinares* dans le parc national Carlos Escaleras.

La situation s'est aggravée en 2018, lorsque les activités de la mine ont rendu les eaux de la rivière Guapinol brunes et impropres à l'usage domestique ou agricole. En guise de protestation, la communauté a occupé un édifice municipal de Tocoa durant 11 jours en mai. Puis, le 1^{er} août, ils ont établi le « camp Guapinol pour l'eau et la vie » et bloqué pacifiquement l'autoroute CA-13 construite par Pinares entre le village El Guapinol et le parc Carlos Escaleras. Après 88 jours, le camp a été violemment démantelé par plus de 1500 policiers et soldats armés de fusils, matraques, boucliers et gaz lacrymogènes.

« La protestation sociale est un service essentiel pour la paix, la justice et la démocratie. »

— Père Ismael Moreno (alias Padre Melo), ancien directeur d'ERIC-Radio Progreso

Des défenseurs criminalisés et tués impunément

Le procureur de Tocoa a porté de fausses accusations contre 32 personnes du camp de Guapinol. Douze d'entre elles ont été libérées après 14 jours de prison et huit, que l'on a appelé les « huit de Guapinol », ont été injustement incarcérés pendant 914 jours.⁸



© Amnesty International

Comme si cela ne suffisait pas, trois défenseurs ont été tués depuis janvier 2023 ! Aly Domínguez et Jairo Bonilla assassinés dans la rue le 7 janvier, et le frère d'Aly, Oqueli Domínguez, assassiné chez-lui le 15 juin.



Aly Domínguez
38 ans



Jairo Bonilla
28 ans



Oqueli Domínguez
42 ans

« Nous demandons à l'État d'enquêter de toute urgence sur ces crimes et de mettre fin à ces projets miniers une fois pour toutes, afin que nous puissions retrouver la paix qui régnait avant 2017. »⁸

— Reynaldo Domínguez, qui craint de subir le même sort que ses frères, Aly et Oqueli.

⁵ Honduras's Deadly Water Wars | The Nation

⁶ The hidden connection between a US steel company and the controversial Los Pinares mine in Honduras (guapinolresiste.org)

⁷ L'irrationalité de l'extractivisme au Honduras : l'affaire Guapinol | Elvin Hernández

⁸ Honduras: Deaths of environmental activists reopen wounds in Aguán Valley | Latin America Bureau (lab.org.uk)

Ligne du temps



Avril 2013
EMCO Mining demande deux concessions dans le cœur du parc où l'exploitation minière est interdite.

2014-2015
Deux concessions minières sont accordées à EMCO Mining (*Inversiones Los Pinares*).



2017
Début de l'exploitation minière, qui pollue les cours d'eau, notamment la rivière Guapinol.

Août 2018
Début de la mobilisation pacifique du « Camp Guapinol pour l'eau et la vie ».



Octobre 2018
La police et l'armée dispersent violemment le campement pacifique de Guapinol.

Janvier 2019
32 défenseurs sont accusés pour les crimes de privation injuste de liberté, d'incendie criminel aggravé, de vol et d'association illicite.

29 novembre 2019
Tocoa se déclare « libre de toute exploitation minière » et demande à *Inversiones Los Pinares* de quitter.¹⁰



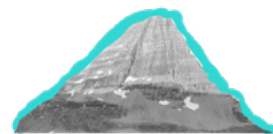
13 octobre 2020
Un des défenseurs, Arnold Joaquín Morazán Erazo est abattu.

9 février 2022
Six des huit défenseurs sont condamnés pour les crimes de dommages aggravés et dommages simples et privation de liberté injuste. Les deux autres sont relâchés.



7 janvier 2023
Assassinat d'Aly Domínguez et Jairo Bonilla.

Été 2023
La compagnie minière suspend ses activités pour deux ans. Face aux licenciements massifs, les tensions augmentent et forcent plusieurs familles de Guapinol à fuir.



8 octobre 2012
Création du parc national Montaña de Botaderos (à présent nommé Carlos Escaleras) pour protéger la biodiversité et les écosystèmes, incluant la source de 34 rivières.⁹

23 décembre 2013
Le président Porfirio Lobo Sosa obtient un décret du Congrès pour redimensionner la zone centrale du parc national Carlos Escaleras afin d'exclure la zone des concessions.

2015 à aujourd'hui
Les communautés se mobilisent contre l'activité minière dans le parc.



Mai 2018
Protestant contre la contamination, la communauté occupe un bâtiment municipal à Tocoa pendant 11 jours.

Septembre 2018
18 défenseurs sont accusés d'usurpation, dommages et appropriation illégale de l'espace public.

Novembre 2018
Jeremías Martínez, l'un des « huit de Guapinol » est arrêté.



Août 2019
7 défenseurs se présentent volontairement à la cour et sont incarcérés préventivement en attendant leur procès.

Février 2020
Le groupe de travail de l'ONU sur la détention arbitraire demande la libération des « huit de Guapinol ».



Novembre 2021
Le groupe de travail de l'ONU réitère sa demande de libérer les « huit de Guapinol ».

24 février 2022
Les six autres des « huit de Guapinol » sont libérés.

15 juin 2023
Le frère d'Aly, Oquelí Domínguez est assassiné.



⁹ 2012-2013 Creación y reconfiguración del Parque Nacional Montaña de Botaderos | The Legal Cultures of the Subsoil (sas.ac.uk)

¹⁰ Honduras: Comunidad se declara libre de minería - Business & Human Rights Resource Centre (business-humanrights.org)

Qui était Carlos Escaleras ?

Au milieu des années 1990, le militant paysan Carlos Escaleras Mejía s’est opposé à la construction d’une usine d’huile de palme qui menaçait les moyens de subsistance des communautés vivant le long de la rivière Guapinol dans la région de Tocoa.¹¹ Son activisme a même persuadé la Banque mondiale d’annuler un prêt accordé à l’entreprise Cressida, contrôlée par l’homme d’affaires local Miguel Facussé Barjum. Alors qu’il était candidat à la mairie de Tocoa, Escaleras s’est vu proposer un pot-de-vin pour mettre fin à sa lutte. Son refus n’a pas été bien accueilli. Après de nombreuses menaces qui n’ont pas réussi à le dissuader, il a été abattu par deux tueurs à gages le 18 octobre 1997.¹²

En 2018, la Cour interaméricaine des droits de l’homme a déclaré l’État hondurien responsable de la mort du défenseur de l’environnement Carlos Escaleras Mejía.¹³ Dans le cadre d’un règlement convenu avec la Cour, le gouvernement a renommé le parc national Montaña de Botaderos en l’honneur de Carlos Escaleras.

Entre corruption et espoir

Comme partout ailleurs, le colonialisme a laissé au Honduras un héritage d’inégalités entre la minorité qu’il a enrichie et les masses qu’il a appauvries. En laissant libre cours aux entreprises minières et agro-industrielles, les gouvernements corrompus ont renforcé ces divisions. Le président Manuel Zelaya, qui a tenté de redresser certains torts par des réformes sociales, a été renversé par un coup d’État en 2009. La corruption et la violence ont augmenté depuis lors. Juan Orlando Hernández, qui a été président de 2014 à 2022, a été extradé aux États-Unis pour trafic de drogue et d’armes.

Une lueur d’espoir est apparue en janvier 2022, lorsque l’épouse de Zelaya, Xiomara Castro, est devenue la première femme présidente du Honduras. Son programme progressiste a bénéficié d’un soutien massif de la société civile et de la population, mais elle doit faire face à une tâche ardue pour assainir la gouvernance. Les crimes contre les écologistes demeurent impunis.

Un travail engagé pour les populations appauvries

Depuis des années, notre partenaire au Honduras, l’organisation jésuite ERIC–Radio Progreso aide les populations locales démunies à connaître et à faire valoir leurs droits. Bon nombre des communautés qu’ils soutiennent ont officiellement déclaré leurs territoires zones exemptes d’exploitation minière.

Padre Melo, le populaire ancien directeur d’ERIC–Radio Progreso, considère que l’Église peut être à la fois un allié ou un adversaire du gouvernement en fonction de la manière dont il agit.¹⁴ Tant qu’un gouvernement « répond au cri de justice et aux demandes des plus pauvres », il estime que l’Église doit le soutenir tout en conservant son indépendance. Mais quand « un gouvernement s’éloigne » des personnes appauvries, il estime que l’Église doit incarner une « conscience critique » pour devenir « un canal de dénonciation et un défenseur des droits des plus pauvres ».

Agir en solidarité avec Guapinol

ERIC–Radio Progreso nous a demandé de soutenir les défenseuses et défenseurs de Guapinol et du secteur San Pedro, qui luttent depuis des années pour l’eau et la vie face à la stigmatisation, la criminalisation et même la mort. C’est pourquoi, dans le cadre de notre campagne **Solidaires pour la terre**, nous écrivons une lettre à l’ambassadrice du Honduras au Canada pour demander à son gouvernement de :

- dédommager équitablement les « huit de Guapinol » et leurs familles;
- traduire en justice les assassins des défenseurs tués;
- cesser toute exploitation minière dans le parc national Carlos Escaleras et le restaurer;
- mieux protéger les défenseuses et défenseurs de l’environnement et des droits humains au Honduras.

Pour donner plus de poids à la lettre et faire savoir au gouvernement hondurien que les Canadiennes et les Canadiens surveillent la situation et s’en préoccupent, nous voulons recueillir **32 000 signatures** (1 000 pour chacune des 32 personnes inculpées au camp Guapinol) d’ici le **25 février 2024**, date du deuxième anniversaire de la libération des six derniers des « huit de Guapinol ».

Pour signer, participer à la campagne ou en savoir plus :
devp.org/agir



¹¹ [The Legacy of Carlos Escaleras Looms Large Over Current Tensions in Honduras - Unitarian Universalist Service Committee \(uusc.org\)](#)

¹² [Caso Escaleras Mejía y otros Vs. Honduras | CEJIL](#)

¹³ [Comunicado de Prensa \(corteidh.or.cr\)](#)

¹⁴ [Jesuit Fr. Melo on the presidential victory of Xiomara Castro in Honduras - The Jesuit Post](#)